POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

GREVES POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

La grève des C.E.T.

IL Y A TRENTE ANS : LE FRONT POPULAIRE (III).

Une usine de province (suite).

Le stage de P.O.

LA CHINE DANS L'IMPASSE.

Nº80 SEPT-OCTOBRE 66

0,30 F

MENSUEL.

Grèves pour les conditions de travail

C'est la rentrée.

Métro-bus: grève contre les horaires imposés et l'"amplitude" des services. Exemples: un agent de train, prise du travail à 6h 33, en service jusqu'à 8h 45, puis coupure jusqu'à 14h 30 et reprise jusqu'à 19h 29; "amplitude": 12h 56; une employée au guichet : une semaine de 5h 20 à 12h 50, la semaine suivante de 17h 50 à 1h 20, un jour de repos par semaine (8 dimanches par an).

Collèges techniques : grève des professeurs pour la diminution des maxima de service, pour la réduction du nombre d'élèves par classe, contre le projet gouvernemental favorisant

la formation professionnelle par le patronat.

Général Motors à Gennevilliers : la direction ordonne d'accélérer de 10 pour cent la cadence de production. Débrayages de protestation. Réponse de la direction : plusieurs ateliers fermés, 600 travailleurs louckoutés.

Société Métallurgique de Normandie à Caen : grève de 25 ouvriers des fours contre la suppression d'un fondeur sur trois dans chacune des équipes, ce qui signifierait 7h 40 devant les fours au lieu de 4 heures jusqu'à présent. Réponse de la direction : 1.200 ouvriers (sur 6.000) mis au chômage.

S.N.A.V. à Vénissieux : grève de deux équipes contre l'ordre de la direction de produire quatre wagons au lieu de trois, avec le même nombre d'ouvriers. Proposition de la direction : reprise du travail avec les nouvelles cadences, calcul de la prime en fonction de l'augmentation de la production.

Fives-Mille-Cail: fermeture de l'usine de Douai, 345 licenciés. Neyrpic à Grenoble: 108 licenciements. C.A.F.L. à Unissieux et Firminy: 200 ouvriers mis à la retraite anticipée. Licenciements à Usinor (Anzin), chez Sculfort à Maubeuge, etc.

La politique du patronat et de l'Etat - premier patron de France - est devenue une action coordonnée, unitaire, efficace. Le Vème. Plan n'est pas autre chose que la planification de l'exploitation.

A l'heure actuelle, ce n'est pas contre "la misère" que les travailleurs français ont à lutter. C'est contre la vie de robot que la classe dirigeante veut leur imposer, dans le travail et hors du travail. C'est pourquoi les revendications portant sur les horaires, les cadences, les conditions de travail, les licenciements ont une importance capitale et, dans la pratique, sont déjà en train de passer au premier plan. La proposition de la direction de la S.N.A.V. à Vénissieux résume fort bien le contenu du Vème. Plan : "travaillez encore davantage et nous vous donnerons un petit quelque chose".

S'opposer cuvertement, résolument, aux primes, aux cadences, aux heures supplémentaires, à tous les systèmes qui nous font travailler comme des imbéciles en échange de quelques miettes; s'opposer cuvertement, résolument, aux licenciements, aux mutations, aux déclassements, c'est la seule voie pour éviter que la classe ouvrière ne devienne un agglomérat d'individus prêts à accepter n'importe quoi.

Cette lutte concerne tous les travailleurs, et pas seulement telle ou telle catégorie. Se battre en ordre dispersé, c'est aller vers l'échec, c'est accroître le scepticisme, provoquer la démoralisation. La force de la classe ouvrière réside dans son nombre, sa cohésion, sa conscience. Pour faire jouer le nombre, pour renforcer la cohésion, pour élever la conscience, il faut organiser des mouvements d'ENSEMBLE. A la politique coordonnée, unitaire, efficace des capitalistes, il faut opposer une action coordonnée, unitaire, efficace des travailleurs.

LAGRÈVE DES CE.T.

Le 26 septembre dans les Académies de Paris, Lille, Rouen, Lyon, Strasbourg, Dijon, Orléans; le 3 octobre dans celles d'Amiens, Caen, Grenoble, Nancy, Reims et Besançon; et le 10 octobre en zone B, les Collèges d'Enseignement Technique ont fait et feront, tout seuls, sur l'ordre des quatre syndicats (C.G.T., Autonome, F.O., C.F.D.T.) 24 heures de grève.

Aux anciennes revendications: allègement des maxima de service, limitation des effectifs des élèves par classe, titularisation des auxiliaires, s'ajoute l'inquiétude que provoque le nouveau projet de loi Debré sur la formation professionnelle. Il s'agit d'un complément à la réforme de l'enseignement, concernant les jeunes de 14 à 17 ans et les adultes. Ce texte prévoit toute une série de mesures favorisant la formation professionnelle par les patrons. Les jeunes seraient de plus en plus pris en charge par les entreprises, tandis que l'influence du patronat sur les Collèges (programmes, embauche, contrôle des C.A.P., etc) irait croissant. On retournerait ainsi vingt ans en arrière.

Le mouvement de grève a donc des aspects nettement positifs :

- Il est juste de vouloir que l'éducation et la formation professionnelle soient indépendantes du patronat.
- La grève a eu lieu dès la rentrée, contredisant les déclarations optimistes du gouvernement et le "battage" sur le développement de l'enseignement technique.
- On a organisé des piquets de grève et, à Paris, la manifestation devant le Rectorat a été dirigée par les regrésentants des quatre syndicats.

Cependant, dans les réunions préparatoires, les militants de base étaient inquiets: Pourquoi faisons-nous la grève tout seuls ? pourquoi les écoles primaires, l'enseignement supérieur, les lycées, et surtout les lycées techniques, ne manifestent-ils pas avec nous, puisqu'en définitive c'est contre la réforme que nous agissons ? Et après, que ferons-nous? cette journée fait-elle partie d'un plan d'ensemble ? Au fond de soi-même, en effet, chacun se rend bien compte qu'on se bat en ordre dispersé et que l'administration en profite pour appliquer progressivement sa politique.

A ces questions, les dirigeants répondent : 1) qu'il n'a pas été possible d'organiser un mouvement d'ensemble de l'enseignement à cause des autres syndicats enseignants, et que les C.E.T., en donnant l'exemple, préparent ce mouvement d'ensemble ; 2) qu'on ne peut pas savoir ce qu'on fera après avant d'avoir vu comment le personnel suivra ce mouvement.

Pourtant, au mois de mai, lors de la grève de la fonction publique, il était clair pour tout le monde que cette manifestation n'avait de sens que si elle s'inscrivait dans un plan prévoyant une série de mouvements de plus en plus vastes et de plus en plus durs; et lorsque, au mois de juin, les syndicats organisèrent des journées d'action dispersées devant les directions respectives : Rectorat, E.D.F., Transports, ces mouvements ont été mal suivis, et les critiques allajent toutes dans le même sens : "c'est un recul, il faut progresser".

A ces mécontents, on répondait : "vouloir la grève générale et illimitée ou rien équivant à ne rien faire; les petites actions préparent les grandes, la situation n'est pas mûre". Les directions syndicales auraient-elles raison ? est-ce vrai qu'il est impossible d'obtenir l'union des quatre syndicats pour une action prolongée ? Est-il exact que

la base soit incapable de se battre sérieusement et ne veuille pas risquer plus d'une journée de salaire ?

C'est à la fois juste et faux. Il est exact, en effet, que sur les quatre centrales syndicales il y en a toujours une qui est prête à lâcher, ou à se vanter d'avoir obtenu seule quelque avantage, ou à jouer un sale tour aux autres. Par exemple, l'année dernière la C.G.T. avait entrepris de faire signer une pétition pour protester contre la circulaire de l'Inspecteur général, M. Roger, qui ordonnait d'utiliser à plein temps professeurs et locaux. Devançant la C.G.T., F.O. avait de son côté été reçue par le même Roger et avait eu, disait-elle, une "discussion très fructueuse" au sujet de cette même circulaire. Lors de l'organisation de la grève actuelle, les quatre syndicats avaient décidé d'informer le public par des tracts : la C.G.T. accuse maintenant F.O. et l'autonome de refuser de payer leur part ! De plus, le syndicat autonome refuse de se réunir et d'aller en délégation avec la C.F.D.T., de sorte que chaque réunion, chaque action, chaque délégation exigent de multiples allées et venues.

Pourtant, ces complications ne se retrouvent pas à la base : on supporte les chicanes des directions comme un mal inévitable et chacun plaint le pauvre collègue qui se laisse berner par de mauvais dirigeants. Mais un mot d'ordre qui ne viendrait pas des quatressyndicats ne serait pas suivi. D'ailleurs, le besoin de réunions, d'informations et de discussions intersyndicales se fait sentir de plus en plus, et lorsque ces réunions sont organisées, les gens viennent nombreux, s'expriment et signent souvent une "motion" finale qui est envoyée aux quatre syndicats. Sans s'opposer formellement à ces pratiques, les directions n'aiment pas recevoir de telles motions qui mettent les quatre syndicats dans le même sac, mais elles ne trouvent pas d'arguments contre, elles se contentent de les ignorer.

Il est donc parfaitement clair que si l'objet principal des dirigeants syndicaux était la défense des intérêts des travailleurs et non la justification et la consolidation de leurs organisations respectives, il n'y aurait pas de difficulté de ce côté-là.

Mais peut-on dire que la base est prête à entrer en lutte et que les directions la retiennent ? Certainement pas ; dans les conditions actuelles, la base n'est pas prête à soutenir une lutte dure et prolongée qui exigerait une perte sérieuse de salaire et se traduirait peut-être par des sanctions administratives. Pourtant, tout le monde est conscient de ce que seule une action illimitée et résolue permettrait d'obtenir et de conserver des conditions de travail meilleures et un avenir "plus respectable" : diminution des horaires et des effectifs permettant un enseignement digne de ce nom, une formation professionnelle adaptée aux besoins des jeunes et non aux besoins immédiats du patronat.

Alors, pourquoi le personnel des C.E.T. se contente-t-il dans l'ensemble des mots d'ordre dérisoires des directions syndicales ? pourquoi ne propose-t-il rien d'autre ?

D'abord, parce que les militants de base sont très isolés; les problèmes se présentent de façon différente suivant les C.E.T.; chacun ignore ce qui se passe à côté, et chaque syndicat entretient cet isolement et ce manque de coordination: toute information doit passer obligatoirement par le sommet, qui ne transmet que ce qui l'arrange. Ensuite, parce que le personnel des C.E.T. sent bien que la politique des syndicats dans ce secteur ne diffère pas de celle que suivent les centrales ailleurs, qu'aucune initiative n'est prise nulle part pour rendre plus efficaces les mouvements et que lorsqu'on en prend une comme le 17 mai - elle reste sans lendemain. Les enseignants des C.E.T. ne peuvent pas envisager de se lancer, tout seuls, dans des mouvements illimités en sachant que la solidarité des autres syndicats n'irait pas au-delà de vagues communiqués et de collectes symboliques. Bref, les enseignants des C.E.T. ne peuvent pas transformer tout seuls une situation qui concerne l'ensemble des enseignants, et au-delà l'ensemble des salariés.

Pourtant, la menace qui pèse sur les C.E.T. est sérieuse. Et devant cette menace, les moyens de lutte employés sont ridicules : "ce que nous faisons maintenant, il fallait le faire il y a cinq ans", disent certains; "c'est une grève générale et illimitée de tout

l'enseignement et des parents d'élèves qu'il faudrait"; et le "il vaut mieux ça que rien" des jeunes militants est bien illusoire.

On peut cependant prévoir ce qui va se passer, quelles positions vont prendre les syndicats, et voir ce que peuvent faire les militants qui se placent sur un terrain de lutte de classes.

Le patronat va peu à peu contrôler les Collèges Techniques, l'Etat se contentant de fournir crédits, locaux et professeurs; l'enseignement général sera de plus en plus sacrifié à l'enseignement professionnel pour les besoins immédiats de l'industrie; dès cette année, la culture générale a été réduite au strict minimum, on a supprimé l'histoire, la géographie et les sciences dans les sections du C.A.P. en deux ans. On va créer des cours de promotion pour "recycler" au fur et à mesure des besoins, ce qui donnera aux professeurs de "substantielles" heures supplémentaires. Certaines catégories vont obtenir des améliorations: réductions d'horaires, augmentation d'indices selon le niveau des élèves et la profession, il y aura les matières et les métiers "nobles" et les autres. Le résultat en sera: une division accrue entre les membres d'un même établissement tant sur le salaire que pour les conditions de travail, la course aux heures supplémentaires, l'abandon d'une culture générale valable.

Il n'y a pas plusieurs attitudes à avoir. Il faut se décider à aller "contre le courant". Il faut faire de la propagande contre les heures supplémentaires, pour l'utilisation des temps libres à animer cercles d'études, bibliothèques, cinémathèques pour les élèves, à organiser et animer la section syndicale. Il faut refuser les avantages immédiats concernant une seule catégorie, pérsuader qu'il est nécessaire de se préparer à une épreuve de force longue et dure entre l'administration et les enseignants. Et cela quel que soit le gouvernement : de "droite" ou de "gauche".

Ces positions ne peuvent pas être défendues par les directions syndicales. Aucune des quatré syndicats ne recommendera à ses militants de ne plus faire de cours professionnels à 20 F. de l'heure, il perdrait des adhérents; alors le sujet est tabou, il est poli de ne pas en parler. Aumn des quatre ne refusera les avantages accordés à une catégorie: il perdrait aussi des adhérents. Enfin, aucun des quatre ne proposera de se préparer à soutenir une lutte longue et dure contre l'administration quel que soit le gouvernement, car il s'agit pour chacun d'eux de gagner du temps en attendant la fin du "pouvoir personnel", le retour des temps heureux où l'on avait des copains dans l'administration, où l'on "pouvait discuter", etc.

Mais si la base poussait dans ce sens - et cela dépend en partie du travail des militants - on assisterait peut-être à un renversement de la situation.

-;-;-;-;-;-;-;-;-

AU CONGRES INTERNATIONAL DE MEDECINE PSYCHO-SOMATIQUE (Paris, septembre 66)

"TRAVAIL = 91 HEURES PAR SEMAINE"

"Cette fatigue (du travail)tient essentiellement à des notions de cadence, de durée, d'ambiance physique (bruit, chaleur, pollution), de rythme (travail nocturne) et de pressions diverses, économiques ou sociales, conduisant à des épreuves perpétuelles. Si la durée moyenne du travail est passée théoriquement, pour un ouvrier, de 72 heures par semaine en 1830 à 46 heures ou moins aujourd'hui, il faut savoir cepan-

dant, dit M. Binois, que la charge effective de temps absorbée par les activités professionnelles est beaucoup plus-importante, et cela en raison de l'éloignement du lieu de travail, des heures supplémentaires, des charges ménagères de la femme, etc.

On trouve ainsi une durée hebdomadaire de travail excédant 53 heures chez 39,4 % des cuvriers employés à l'extraction de minerais, 38,3 % de ceux travaillant dans le bâtiment et les travaux publics, 15,8 % dans les industries agricoles et alimentaires, 17 % dans l'ameublement, 26 % dans les transports (autres que SNCF ou RATP) et 28,2 % des mem bres des professions libérales. (suite p.9)

Il y a trente ans. LE FRONT POPULAIRE

LES MAUVAISES RAISONS DES PARTIS OUVRIERS ET DE LA C.G.T.

Il reste à expliquer pour quelles raisons la S.F.I.O., le P.C.F.et la C.G.T. (1) étouffèrent le mouvement de Juin 1936 et à montrer le caractère mystificateur des justifications qu'ils domnèrent et donnent encore de leur politique, à cette époque.

En partie dominée par la S.F.I.O., en partie dominée par le P.C.F., la C.G.T. n'eut pratiquement pas de politique autonome et son comportement ne fut guère que le reflet de celui des deux grands partis ouvriers.

INCONSISTANCE DES JUSTIFICATIONS DE LA S.F.I.O.

La S.F.I.O. justifia le rôle qu'elle joua dans le sauvetage de l'ordre capitaliste par la vieille théorie réformiste et le cotinisme légaliste le plus plat. En dépit de quelques nuances secondaires, les dirigeants S.F.I.O. étaient d'accord pour affirmer que le système capitaliste n'avait pas épuisé ses possibilités et que de ce fait les conditions du passage au socialisme n'étaient pas encore arrivées à maturité. D'ailleurs, le corps électoral dans sa majorité ne s'était pas prononcé pour la mise en pratique d'une politique socialiste. Se lancer dans une telle entrprise eut été, en conséquence, une violation de la démocratie parlementaire. Effrayées, les classes moyennes avaient été rejetées vers le fascisme, et le Front Populaire aurait abouti au résultat inverse de celui qu'il se proposait d'atteindre. Comme le déclara Blum plus tard, il ne pouvait être question que d'être "le gérant loyal" du système capitaliste" et de remettre de l'ordre dans son fonctionnement. L'heure du socialisme n'était pas encore venue.

Cette théorie repose sur des postulats particulièrement ineptes. L'idée que le passage au socialisme nécessite un certain degré de développement du capitalisme et de la classe ouvrière avait été mise en avant par les marxistes après la Commune de Paris, Il s'agissait alors de mettre en garde les ouvriers encore peu nombreux dans des centres industriels encore rares, contre un insurrectionnalisme aventuriste qui ne pouvait qu'aboutir à de sanglantes défaites.

Mais en 1936, en France, les forces de production et le prolétariat étaient suffisemment developpés pour que le stade capitaliste soit dépassable. La crise que le capitalisme subissait depuis 1930 dans l'ensemble du monde, démontrait en effet que les contradictions du système étaient en train d'enrayer le dynamisme de l'économie. L'appréciation ainsi portée sur cette époque n'est pas contredite par le redressement que le capitalisme a effectué depuis lors. Née de l'ampleur des destructions de la 2ème guerre mondiale et de la révolution technologique qu'elle a provoquée, la nouvelle phase d'expansion capitaliste se prolonge par suite de la formidable importance qu'ont pris les armements et par le moyen d'une correction périodique des mécanismes de l'économie, que

⁽¹⁾ Voir la première partie de cet article dans P.O. Nº 78 et 79.

l'Etat opère pour éviter des ruptures d'équilibre. Mais avec ses budgets militaires hypertrophiques et ses services sociaux archaïques et sous-équipés, ses ouvriers éreintés par les cadences de l'industrie produisant en foule des objets inutiles ou frivoles, et ses populations affamées du Tiers-Monde, la société d'après guerre n'a réussi qu'à stabiliser les énormités qui lui sont conférés par les lois capitalistes de son développement. Son réaménagement en société socialiste n'est, objectivement, ni plus ni moins facile qu'il y a trente ans.

De toute manière l'heure du socialisme n'est fixée ni par un certain niveau de la production par tête d'habitant, ni par un certain pourcentage de salariés dans le corps social, mais par l'affirmation pratique de la volonté révolutionnaire des travailleurs. En Juin 1936 cette volonté était en voie d'affirmation et la S.F.I.O. ne trouva que de mauvais prétextes pour l'étouffer.

Quant au prétendu souci qu'auraient eu les dirigeants S.F.I.O. de ne pas rejetter les classes moyennes vers le fascisme, il ne mérite guère de considération. Durement atteintes par la crise les classes moyennes étaient si peu attachées à la démocratie parlementaire et au statu quo qu'une bonne partie d'entre elles oscillait depuis 1934 entre le fascisme et le communisme, qui chacun à leur manière leur laissaient espérer des changements radicaux. La politique du gouvernement Blum d'ailleurs fut loin de combler les voeux de la petite bourgeoisie. Les accords Matignon, négociés avec le grand patronat, mécontentèrent violemment une foule de boutiquiers et de petits entrepreneurs en difficulté qui trouvèrent exorbitante l'obligation qui leur était faite de payer 15 jours de congé à leurs employés. Autre cause de déception, la dévaluation du Franc qui fit fondre les maigres épargnes de la classe moyenne et que les rentiers ne pardonnèrent pas au gouvernement Blum. Dès les derniers mois de 1936, les classes moyennes se trouvaient en réalité nettement rejettées vers la droite, et un état d'esprit semi-fasciste, qu'exploita largement la dictature de Pétain, se développait parmi elles.

La politique de la S.F.I.O. s'explique en fin de compte par la nature de ce Parti et par sa situation dans la société capitaliste. Bien qu'elle ait encore une importante base dans la classe ouvrière, la S.F.I.O. et la fraction de la C.G.T. qu'elle contrôlait, étaient dominées par une couche de politiciens et de bureaucrates syndicaux. Celleci, fonctionnant à la manière d'un groupe de pression, utilisait les suffrages et les revendications syndicales des travailleurs, pour accéder aux étages dirigeants et privilégiés de la société bourgeoise. Son but était non pas le renversement du capitalisme mais sa rationalisation, sa remise en ordre et sa stabilisation sociale. Pour cela, les politiciens et les bureaucrates de la S.F.I.O. et de la fraction ex-confédérée de la C.G.T. entendaient s'établir dans des fonctions d'arbitres. D'un côté ils auraient représenté et dans une certaine mesure défendu les revendications ouvrières, de l'autre ils auraient garanti à la bourgeoisie que son ordre social serait pour l'essentiel respecté, en échange de concessions raisonnables faites aux travailleurs. Les accords Matignon étaient, dans la pensée des dirigeants S.F.I.O. un premier pas vers l'établissement d'un tel régime.

LES RAISONS PARTICULIERES DU P.C.F.

Le P.C.F. a souvent justifié son adhésion à la politique du Front Populaire par des arguments apparentés à ceux des réformistes mais aussi par des considérations qui lui sont propres. Comme les dirigeants S.F.I.O., les dirigeants du P.C.F. ont affirmé qu'en 1936 l'heure du socialisme n'était pas encore venue. Non pas que le capitalisme soit insuffisamment mûr, car le P.C.F. développe au contraire la thème de la sénilité et de la décadence du système, mais parcequ'il serait inopportun d'effrayer les classes moyennes par une action prématurée. "Nous avons expliqué à la classe ouvrière qu'elle ne

devait pas marcher plus vite que l'ensemble de notre peuple... Nous ne voulons pas, nous, conduire à une aventure", dira Thorez en rappelant, au terme d'une comparaison historique douteuse, que l'écrasement des ouvriers en Juin 1848 et en Mai 1871 avait été le résultat de leur isolement. C'est que pour le P.C.F., depuis que la montée du fascisme se précise dans les pays européens, la lutte ne se déroule plus entre capitalisme et socialisme, mais entre le Fascisme et toutes les forces susceptibles de s'y opposer, y compris les couches bourgeoises attachées à la Démocratie parlementaire. L'idéal du P.C.F. aurait été de multiplier et de consolider à travers tout le pays des comités de Front Populaire groupant toutes les forces anti-fascistes qui, par une pression de masse auraient imposé un gouvernement et une politique conformes "aux intérêts du peuple de France et à la paix" Il s'agissait de donner satisfaction aux travailleurs, d'assurer la sauvegarde du Franc pour garder l'alliance des classes moyennes, de dissoudre les ligues fascistes et sur le plan extérieur de consolider l'alliance avec l'U.R.S.S. "principal rempart de la paix".

Moins porté à se fier à l'action parlementaire, plus soucieux de prendre appui sur les masses que la S.F.I.O., le P.C.F. apportait à l'anti-fascisme son style propre. Mais au niveau de la société française ses objectifs n'étaient pas fondamentalement différents de ceux du Parti Socialiste. Comme les réformistes, les dirigeants du P.C.F. croyaient à la possibilité d'un régime qui parviendrait à concilier les intérêts antagoniques des classes dans le cadre du capitalisme. Comme les réformistes leur projet était de s'incruster dans les différents rouages de la société et de l'économie et d'y assurer des fonctions d'arbitrage entre les classes opposées. En fait, en 1937 au moment de la chute du premier cabinet Blum, et en 1938 au moment où Blum se proposait de constituer un gouvernement d'union nationale, les communistes se déclarèrent prêts à participer au pouvoir. Ayant élargi leurs assises dans la classe ouvrière et même une partie des classes moyennes, conquis une influence grandissante dans la C.G.T. et dans les organes du parlementarisme bourgeois, les bureaucrates du PCF étaient prêts à s'intégrer au fonctionnement du capitalisme français.

La politique de la S.F.I.O. et du P.C.F. cependant, ne se différencient pas seulement par des divergences tactiques -concernant les dosages de l'action parlementaire et de l'action de masse-. Le P.C.F. obéissait à des déterminations particulières, et il avait ses propres objectifs qui s'expliquent par son étroite subordination à l'U.R.S.S. L'étouffement des grèves de Juin 1936 et les tentatives qu'il fit pour s'organiser en groupes de pression et se faire intégrer à la société bourgeoise n'étaient pas pour le P.C.F. des fins en soi. En stoppant le mouvement grèviste les communistes voulaient éviter une crise qui, pensaient-ils, affaiblirait le potentiel militaire et diplomatique de la France alliée de l'U.R.S.S.. "Nous estimons impossible, face à la menace hitlérienne, dira Gitton, une politique qui risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France". De même leur ralliement à la défense nationale, leur orchestration bruyante du patriotisme, leurs propositions de participer au gouvernement, leur projet d'élargir le Front Populaire en un Front Français "pour l'indépendance de notre pays", la mise en veilleuse des revendications sociales et du slogan "faire payer les riches", constituaient une tentative de réaliser "l'union sacrée" en vue d'une guerre éventuelle de la France, de l'U.R.S.S. et de l'Angleterre contre l'Allemagne hitlérienne. Dès cette époque les communistes se préparaient à jouer un rôle analogue à celui qu'ils endosseront en 1944. S'ils étaient parvenus à leurs fins, ils auraient eu pour charge, en raison même de leur influence de masse, de faire accepter la guerre aux travailleurs et de les discipliner mieux que n'aurait pu le faire la bourgeoisie, et inversement ils auraient pris appui sur les masses pour convaincre les fractions hésitantes de la bourgeoisie à rester fidèles à l'alliance soviétique. La violente campagne que le P.C.F. déclencha en 1938 contre les accords de Minich s'explique par son souci de faire obstacle à une politique qui laissait présager une rupture de l'alliance avec Moscou et un isolement de 1'U.R.S.S.. Dès cette date la politique des partis ouvriers, du P.C.F. aussi bien que de la S.F.I.O. n'avait plus rien à voir avec la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme.

LES OUVRIERS AURAIENT-ILS FAIT LE JEU DE HITLER ?

Il faut cependant répondre à un autre argument qui 30 ans après conserve encore du crédit. L'occupation de l'Europe par les armées hitlériennes s'accompagna de tant d'horreurs et de massacres, que le souci, proclamé par les Partis ouvriers, de ne pas affaiblir les "puissances démocratiques" qui s'opposaient à l'expansion allemande, peut paraitre un signe de prévoyance et de sagesse.

Mais d'abord la politique des partis ouvriers fut un échec total. Leur tentative de conciliation entre la bourgeoisie et le prolétariat ne se réalisa pas: dans la conjoncture de crise de l'économie il fut impossible de mener de front le développement des conquêtes sociales et les armements. Aussitôt qu'elle le put la bourgeoisie passa à la contre-offensive et la classe ouvrière frustrée de tous ses espoirs, se replia dans la passivité et la non participation. Aussi bien le mauvais vouloir que les ouvriers apportèrent au travail après 1936, que la morne résignation dans laquelle s'effectua la mobilisation en 1939, puis en Mai 1940 la fuite éperdue de l'armée française devant les blindés allemands, furent le produit de cette situation. Une politique se juge à ses résultats. La tentative d'organiser la résistance au fascisme dans le cadre du capitalisme fut un désastre.

Il est vrai qu'on ne peut pas non plus établir que dans le cas où la révolution prolétarienne eut triomphé en France, le fascisme hitlérien n'eut pas réussi à s'étendre en Europe et à y accumuler les victimes. La bourgeoisie internationale aurait sans doute engagé une lutte à mort contre la révolution française, se déroulant parallèlement à la révolution espagnole. Mais dans une guerre qui aurait pris alors le caractère d'une bataille de classes internationale, et non pas une guerre impérialiste, les forces bourgeoises et fascistes auraient subi un double handicap. S'ils avaient défendu les conquêtes de leur propre révolution les travailleurs de France n'auraient pas plus que ceux d'Espagne, laché pied en quelques jours devant les armées de la réaction. Quant à l'armée allemande elle était constituée d'une forte proportion de prolétaires qui trois ou quatre ans auparavant, militaient dans des organisations ouvrières ou votaient pour elles. La classe ouvrière allemande avait certes subi une terrible défaite et la terreur nazie l'avait décapitée de son avant-garde. Mais les idéaux socialistes implantés dans la classe ouvrière allemande depuis des décennies, n'avaient pas été entièrement effacés par trois ans de dictature fasciste. Les travailleurs allemands en uniforme n'auraient sans doute pas pu être utilisés dans une guerre de répression contre une révolution ouvrière, de la même manière qu'ils le furent dans une guerre impérialiste contre les impérialismes qui ne faisaient que défendre le traité de Versailles. Dans une bataille de classe s'élargissant à plusieurs pays, nul ne sait à coup sûr si la révolution prolétarienne l'aurait en définitive emporté. Mais du moins les politiciens du Front Populaire n'ont-ils pas le moindre droit d'affirmer, que l'étouffement du mouvement révolutionnaire qui commençait en Juin 1936, se trouvait légitimé par la nécessité de ne pas faire le jeu de l'hitlérisme.

UNE LECON TOUJOURS ACTUELLE.

Débarrassée des mythes et des mensonges fabriqués et entretenus par les politiciens socialistes et communistes, l'histoire du Front Populaire comporte des enseignements qui ont encore un intérêt actuel.

Elle démontre d'abord que les partis ouvriers et les syndicats qui dépendent d'eux, sont chacun à sa manière dominés par des objectifs et des intérêts qui les rendent incapables de diriger une lutte des travailleurs se donnant comme fin la transformation socialiste de la société. A supposer qu'ils arrivent à surmonter leurs divisions et leurs querelles actuelles et accèdent au pouvoir, les partis de gauche laisseraient entièrement

intactes les bases de la société d'exploitation, comme ils le firent aussi bien en 1936 qu'en 1945-47. Plus encore: en 1936 et en 1945 la crise du capitalisme exigeait des mesures de remise en ordre et de rationalisation de l'économie. La participation à la mise en oeuvre de ces mesures constituait l'essentiel de l'ambition des partis ouvriers. Mais la reconstruction et la rationalisation du capitalisme sont maintenant réalisées, et les classes dominantes ont stabilisé leur domination. La participation des partis ouvriers au gouvernement est pour elles sans intérêt et la gauche vieillie, enfermée dans une idéalisation de son propre passé, cherche en vain à se donner les apparences d'un renouveau. La vérité est qu'elle n'a aucun programme et que les transformation de la société capitaliste lui ont retiré à peu près toute fonction efficace. Partis ouvriers et syndicats sont condamnés à ne plus avoir d'autre rôle que de contester des aspects mineurs du fonctionnement du capitalisme.

Par opposition à la politique des partis ouvriers, ce que firent les travailleurs en Juin 1936, montre, quoique d'une manière élémentaire, ce que seraient les objectifs d'une politique réellement socialiste. Ce qui fait l'importance des grèves de Juin 36, c'est qu'elles furent bien plus que des luttes pour une augmentation de salaires. En occupant les usines les ouvriers contestèrent la propriété et/l'autorité patronale, et dans de nombreux cas s'en prirent explicitement à l'application du système Bedeau et à la façon arbitraire et tyrannique dont le patronat et ses agents usaient pour fixer les temps de travail, les primes et les sanctions. En d'autres termes , ouvriers et employés contestèrent les formes capitalistes de l'organisation du travail dans l'entreprise. "Avant Juin, écrit S. Weil, il y avait dans les usines un certain ordre, une certaine discipline qui étaient fondés sur l'esclavage. L'esclavage a disparu dans une large mesure; l'ordre lié à l'esclavage a disparu du même coup". Même s'ils ne furent pas capables de donner à leurs aspirations une forme entièrement cohérente et de lutter jusqu'à leur pleine réalisation, les travailleurs de 1936 montrèrent, par la pratique, que pour les salariés le socialisme c'est d'abord une organisation du travail autre que celle qu'a établi le système capitaliste. Cela ne leur avait été enseigné ni par les partis ouvriers ni par les syndicats mais par leur expérience de l'oppression et de l'aliénation subies chaque jour dans leurs activités laborieuses. Trente ans plus tard l'enseignement reste entièrement valable.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

"TRAVAIL = 91 HEURES PAR SEMAINE"

(suite de la page 4)

"Des charges supplémentaires viennent s'ajouter à ces données; il en est ainsi du "travail noir", des migrations journalières (plus de 2 heures de transport par jour dans divers secteurs de Lyon, Lille, Mulhouse, et dans la Haute-Savoie, l'Aube, le Doubs ou le Bas-Rhin) et aussi des charges parfois écrasantes assumées par la femme qui travaille. Un rapport de Mme. M.Guibert...montre que la durée journalière du travail (charges ménagères comprises) est chez les ouvrières (ménage avec un ou deux enfants) de 14 heures en semaine et de 7 heures le dimanche. Le temps consacré au loisir ou au repos (sommeil nocturne exclu bien entendu) est de 15 minutes par jour de semaine chez l'ouvrière et de 4 heures au maximum le dimanche."

Cet état de fait, souligne Mme. Guibert, est suffisamment inquiétant pour que l'on s'efforce d'y rémédier, et notamment par le développement des services collectifs, l'amélioration des modalités de logement...et une surveillance étroite des conditions dans lesquelles se pratiquent certains métiers qui semblent conduire les ouvrières, comme le montre l'enquête, à l'absorption régulière de tranquillisants ou d'excitants".

(LE MONDE, 20-9-66).

LIBRAIRIE "LA VIEILLE TAUPE"

1. rue des Fossés Saint-Jacques

Paris 5e

Vous y trouverez ce qui vous intéresse, y compris "Pouvoir Ouvrier

UNE USINE DE PROVINCE (suite)

Contrairement à ce que je pensais, les ouvriers ont réussi à monter un syndicat (1) C.G.T. dans l'usine. Après un bon départ, le directeur de l'usine de la "Griffine" à Nobécourt, (S.et O.) a obtenu sa mise en veilleuse. Il est important de remarquer la facilité avec laquelle celui-ci a court-circuité les revendications et il n'y a rien que des maneuvres très classiques dans le jeu de la direction. Elles sont toutefois nécessaires à rappeler, ce genre d'opérations doit se répéter assez fréquemment. L'opération a lieu en plusieurs temps.

D'abord à l'instigation des types les plus combattifs, les ouvriers et ouvrières de l'usine ont créé un syndicat C.G.T.. A ceci deux raisons:

- En premier lieu, les promoteurs. Ceux-ci sont des gars embauchés récemment. La région manque de main-d'oeuvre qualifiée et la direction est bien obligée pour certains travaux de prendre autre chose que des maneuvres portugais. Comme il y a du chômage dans le Nord, pour le textile, la direction a passé des annonces dans ce département pour récupérer des ouvriers qualifiés. Salaire intéressant, l'abattement de zone de Seine et Oise est moins fort que celui des régions où sont localisées les usines textiles.
- Seconde raison, les ouvriers du cru en avaient un peu marre du genre de travail et surtout de ses conditions déjà décrites précedemment.

La rencontre des deux a déclenché un mouvement enthousiaste, appuyé d'un cahier de revendications et, qui plus est, avait trouvé un écho favorable chez les techniciens et les employés. Ce cahier contenait principalement: augmentation de salaire (alignement sur ceux de la région parisienne), aménagement des horaires et respect des conditions de sécurité.

Ne pas oublier non plus, l'appui des militants du Parti Communiste de Chars pour distribuer des tracts, car la direction notait, comme on dit, les "fortes têtes".

Le directeur et le P.D.G. de l'usine ont commencé par s'arracher les cheveux. Le P.D.G. parlait même de larguer l'usine. Lui il s'en fiche, vu qu'il est également principal actionnaire de la blanchisserie de Pantin. Le manque à gagner ne serait pas trop conséquent pour son portefeuille.

Le directeur, ingénieur sorti du rang (les pires) a pris les choses en main. D'abord diviser le tout.

Après entente avec les cadres supérieurs, il a monté un syndicat autonome regroupant les cadres. Ce qui n'est pas difficile quand on sait que, généralement, ces gars n'aiment pas la promiscuité ouvrière ni surtout la C.G.T..

Pourquoi un syndicat autonome? parce que les cadres envisageaient pour eux la création d'un syndicat C.F.D.T. afin de se différencier. Avec l'appui des cadres supérieurs, avec quelques pressions (les techniciens sont logés pas l'usine), avec quelques légères augmentations (20 F. en moyenne) savamment dosées, techniciens et cadres ont adhéré au syndicat autonome.

⁽¹⁾ Voir la première partie ce cet article dans P.O. Nº 75.

Second mouvement, désancrer les revendications des ouvriers. D'abord faire appel aux sentiments des "vieux" de l'usine et des petits cadres. Le directeur n'a pas hésité à les appeler un par un dans son bureau. Ensuite quelques menus avantages monétaires, toujours aussi savamment dosés, avec, en plus, grandes recommandations de secret et, en prime, d'ostensibles marques d'estime de façon à faire croire que le type en question est "l'indispensable" de son secteur.

Troisème temps, améliorer les conditions de sécurité. Rien de bien ruineux : création d'une infirmerie (sans infirmière) avec ambulance.

Quand on a retiré du circuit les cadres et les techniciens, calmé les contremaîtres et les vieux compagnons de l'usine, il ne reste plus que les portugais et les ouvriers nouvellement embauchés, dont les délégués. Les portugais, voyant le truc partir en quenouille, sont restés passifs. Ce qui est facilement compréhensible quand on connaît les conditions d'embauche (contrat de travail, carte de séjour d'étranger et carte de travail aux mains du patron).

Restaient les autres et les délégués. C'est pour le quatrième temps. Sous les prétextes les plus divers , il a été facile de les flanquer à la porte. Le directeur s'en est occupé lui-même. Il descendait dans l'usine, ce qui est rare, et trouvait les motifs voulus pour les virer. Même avec provocations à l'appui. Du coup, en trois mois, le syndicat a été décapité, et ceux qui sont restés ont dû mettre une sourdine à leurs revendications.

Ce qui s'est passé à Nucourt est certainement classique. Du syndicat C.G.T. il ne reste plus guère d'éléments prêts à recommencer la bagarre. Evidemment, pourquoi avoir attendu et ne pas avoir profité de l'enthousiasme et de l'unanimité du début pour lancer une grève afin d'être en position de force pour obtenir quelques garanties, aussi bien celles concernant le respect du statut des délégués que celles concernant la totalité des revendications? Je pense que les délégués ont cru que le patron, devant le mouvement, cédérait tout de suite et ont pensé faire l'économie d'une grève de façon à éviter des pertes de salaire. Le directeur a réagi plus vite qu'eux et a fort bien divisé le mouvement en l'espace de deux semaines. Après, il était trop tard pour lancer une action, peu d'ouvriers auxaient suivi.

Quant aux côtés positifs, il y en a deux : quelques revendications de salaire satisfaites et surtout la mise en route d'un plan de travaux pour améliorer les conditions de sécurité.

Mais surtout, le syndicat autonome est en train d'échapper à l'emprise patronale. Les cadres et les techniciens veulent que des avantages particuliers leur soient accordés, et le mur du secret concernant les salaires n'a ras tenu longtemps.

Ce n'est donc qu'une partie remise. Des structures syndicales restent malgré tout en placé. Mais l'errœur des techniciens a été de se passer de l'appui ouvrier et de faire cavalier seul. Les ouvriers, de leur côté, ont maintenant une certaine méfiance vis-à-vis des techniciens.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

STAGE DE "POUVOIR OUVRIER"

Les 9, 10 et 11 septembre a eu lieu, dans la région parisienne, un stage qui a réuni des militants de Paris et de la province, ainsi que des sympathisants. Les sujets suivants ont été discutés: 1) Les transformations du capitalisme;

2) Le prolétariat moderne et la lutte des classes; 3) La crise du mouvement commu-

niste international; 4) L'organisation révolutionnaire; 5) Les tâches de "Pouvoir Ouvrier".

Des décisions ont été prises pour améliorer le contenu du bulletin, éditer des brochures, dont deux avant la fin de l'année, étendre l'organisation à plusieurs villes de province, coordonner l'activité syndicale des militants de Paris et de la province, développer et approfondir nos liaisons avec certains groupes révolutionnaires à l'étranger.

LA CHINE DANS L'IMPASSE

LA REVOLUTION CULTURELLE.

La "révolution culturelle prolétarienne" qui, il y a quelques semaines était circonscrite dans les universités, s'étend maintenant à toute la population des villes chinoises les unes après les autres.

Bien qu'on ne sache pas encore entièrement ce qui s'est passé en Chine depuis quelques mois, il ne fait plus guère de doute que les évènements actuels soient le prolongement et le complément du remaniement de l'armée et du système de défense, réalisé en 1964 et 1965. On se souvient que la couche des officiers supérieurs partisans de défendre la Chine à l'aide d'une armée de type classique et d'armements nucléaires, avait été durement prise à parti et que le gouvernement avait alors fortement insisté sur la nécessité d'opposer à l'impérialisme "la guerre du peuple tout entier". Ces mesures prouvaient jusqu'à l'évidence que la Chine redoutait un conflit avec l'Amérique et s'y préparait. Mais elles avaient aussi un côté anti-révisionniste et même anti-soviétique. En frappant un certain nombre de dirigeants de l'armée, Pékin s'en prenait à des hommes qui par leur situation et leurs conceptions en matière de stratégie et de politique étrangère, auraient pu fournir un point d'appui au "révisionnisme" et pousser la Chine à se réaligner sur l'U.R.S.S..

Dans les mois qui ont suivi, une lutte, dont les péripéties sont encore mal connues, s'est déroulée dans les couches dirigeantes du P.C.C. entre les éléments suspectés de tendances "révisionnistes" et le groupe le plus intransigeant. La montée de Lin-Piao au sommet de l'appareil chinois juste à côté de Mao-Tse-Toung marque le terme de estte lutte qui a abouti à la défaite des "révisionnistes" et même des éléments conciliateurs.

Dès lors la fraction victorieuse a engagé la bataille pour faire triompher ses vues et imposer à la Chine un nouveau " remodelage " des esprits .Ce sont d'abord un certain nombre d'intellectuels qui ont été contraints de faire leur autocritique puis les professeurs des universités et une partie des étudiants ont été pris à partie par les jeunes activistes . Accusés d'etre incapables d'assimiler correctement la pensée de Mao-Tsé-Toung faute d'etre suffisamment trempés dans la vie des masses populaires , ils sont contraints de partir par milliers travailler comme paysans et artisans dans les villages

Cette épuration atteint en réalité les intellectuels d'origine bourgeoise et petite bourgeoise encore nombreux dans les universités et prend appui sur un fort contingent d'étudiants et de râîtres d'origine paysanne qui doivent au Parti leur promotion sociale et lui sont tous dévoués .

Par la suite la "garde rouge" envahit la rue, ce sont d'abord des couches analogues qui subsissent avanies et humiliations. Des bourgeois qui subsistaient à force de docilité au régime et dont la puissance sociale et politique est depuis longtemps nulle, sont sortis de leur domicile, trainés dans les rues, enfermés dans des "cercles de la honte", hués, ridiculisés, frappés parfois. Des femmes dont la coiffure est jugée trop élégante sont

tondues, des coiffeurs et des boutiquiers qui ont une clientèle bourgeoise sont malmenés et invités à corriger leur style de travail. En même temps que les modes, le genre de vie les objets qui symbolisent l'Occident et l'Ancien Régime, ce sont la culture traditionnelle, artistique et litteraire, aussi bien de l'Europe que de la vieille Chine, qui sont victimes de la "révolution culturelle". Les gardes rouges dénoncent l'Opéra chinois de les acteurs se suicident— ils cassent des disques de Beethoven et de Mozart, dévastent des musées d'antiquités, mutilent des sculptures.

gouvernementale qui

Les partis de la coalition subsistaient étroitement subordonnés au P.C.C. sont invités à se dissoudre immédiatement et bien entendu se soumettent immédiatement. Mais ce ne sont pas seulement des ci-devant bourgecis et des intellectuels ralliés au régime qui subissent les attaques de la garde rouge. Des communistes qui occupent des postes de responsabilité sont pris à parti. Souvent il s'agit de dirigeants des municipalités des grandes villes et des organismes régionaux du Parti. Ainsi en va-t-il à Pékin, Canton, Changsha, Tien-Tsin, Shangaï où les bureaux locaux du Parti sont attaqués et occupés par la garde rouge le 4 septembre. A Canton les gardes rouges s'en prennent à des directeurs d'usines. A Tien-Tsin ils s'emparent d'un institut industriel et en arrêtent les dirigeants. Mais ces éléments sont moins faciles à humilier et à terroriser que les bourgeois qui depuis des années ont appris à vivre dans la crainte et la servilité. Cà et là, les résistances s'organisent et des incidents éclatent. Il y a des blessés et des morts de part et d'autre à Canton, à Tien-Tsin notamment. Des dépêches étrangères annoncent que des ouvriers se heurtent à des gardes rouges. A Canton 600 ouvriers auraient contre-manifesté et des collisions se seraient produites. Dans le Kwangsi, les ouvriers auraient organisé leur propre garde pour s'opposer à la révolution culturelle. Les dirigeants du Parti conseillent alors aux gardes rouges de ne pas utiliser la brutalité mais la persuasion et leur rapellent que le but de leur action est de renforcer l'unité révolutionnaire de la Chine. Mais en même temps ils menacent ceux qui osent résister et soulignent que l'armée reste, s'il en était besoin, au service de la politique de Mao-Tse-Toung. Effectivement, il semble bien qu'à plusieurs endroits, à Canton entr'autres, les forces armées aient du intervenir contre les opposants, sans qu'il leur soit toutefois nécessaire d'ouvrir le feu.

Dès le début, la "révolution culturelle" porte par ailleurs à son paroxysme la campagne d'hostilité déclenchée contre les révisionnistes de Moscou. Tandis que la rue où est située l'ambassade soviétique, rebaptisée rue de "La lutte contre le révisionnisme" retentit de manifestations tapageuses contre les soviétiques et que plusieurs jours durant des hauts-parleurs exaltent les mérites de la pensée de Mao, la presse chinoise dénonce avec véhémence la trahison du socialisme perpétrée par les Russes et les partis communistes qui leur sont soumis. Figure surhumaine, Mao-Tse-Toung reste seul chargé de la mission de conduire la Chine et le prolétariat international vers le socialisme, et ses ouvrages, dont l'étude et la méditation deviennent en quelque sorte un devoir sacré, prennent la place qu'occupait naguère l'oeuvre de Confucius.

LA CHINE SE PREPARE A LA GUERRE.

Les thèmes orchestrés par la propagande de Pékin permettent de détager le sens de la "révolution culturelle", encore que celle-ci ne soit sans doute susceptible d'aucune explication simple. Ce sont à la fois des problèmes de politique internationale et des problèmes de politique intérieure, des problèmes de stratégie et des problèmes de construction économique, qui rendent compte de ce qui se passe actuellement en Chine.

En premier lieu, le mouvement prend naissance, comme on l'a dit plus haut, dans une conjoncture internationale qui paraît à la Chine particulièrement menaçante. Pékin est persuadé que la guerre du Nord et du Sud-Vietnam ne saurait tarder à provoquer des com-

plications conduisant à un conflit sino-américain. C'est dans cette perspective que s'expliquent les coups portés à la bourgoisie, aux intellectuels issus de la société de l'ancien régime et aux partis bourgois qui subsistèrent. Ces forces sociales et politiques ne sont certainement pas capables de menacer actuellement le régime et de l'infléchir dans le sens d'une restauration du capitalisme privé. Mais il en irait tout différemment si les armées américaines et celles de Tchang-Kaï-Scheck prenaient pied en Chine. occupaient les villes et rejettaient le pouvoir communiste vers les campagnes et les régions intérieures du pays. Dans une telle éventualité, les occupants chercheraient à constituer une administration et un gouvernement de collaboration et tout naturellement prendraient appui sur les éléments bourgeois et tout un personnel politique et administratif qui depuis 1949 coopère avec le P.C.C. mais qui ne lui est pas assimilé. A cet égard Mao et Lin-Piao ne font que prendre les devants: ils anéantissent préventivement les éléments qui seraient capables de collaborer avec l'impérialisme et agissent de telle sorte que les éventuels occupants ne trouvent en Chine qu'un vide politique et social les rendant incapables de régenter la société. Effectivement, les bourgeois, les intellectuels, les politiciens suspects sont, à moins qu'ils ne se suicident, évacués des villes et assignés à résidence dans des villages lointains. Cela signifie proprement, qu'ils sont déportés.

Cette épuration préventive dirigée contre les couches bourgeoises n'explique pas cependant la campagne frénétique qui a été organisée contre le genre de vie bourgeois, les costumes, les coiffures, les objets de luxe, l'art et la culture. S'il ne s'était agi que de disqualifier les éléments bourgeois et de parachever leur liquidation, le régime aurait pu agir par de simples décisions administratives et se borner à utiliser les forces de sécurité. Si Mao-Tse-Toung a créé la garde rouge et l'a envoyée d'une ville à l'autre mettre à l'ordre du jour la lutte contre toutes les manifestations du type de vie bourgeois, c'est que la révolution culturelle ne menaçait pas seulement des éléments reliés à l'ancien régime. Elle est en réalité dirigée contre toute une fraction du Parti et de la couche dirigeante, celle qui à la tête des usines, des municipalités, des bureaux locaux et régionaux du Parti, a adopté un genre de vie sensiblement voisin de celui de la bourgeoisie. Or la fraction la plus consciente de la bureaucratie voit bien que l'heure n'est plus celle des privilèges. Le développement économique n'a pas été assez rapide ctime pout se pour suivre suivant les voies empruntées depuis 1949. La bureaucratie pour pousser les masses au travail doit continuer à masquer les rapports de classe. Car les condamnations portées publiquement contre les façons de vivre d'un patron d'usine mixte, de sa femme et de ses enfants, sont évidement applicables à son collègue directeur d'une usine d'Etat. Si la femme ou la fille du patron sont écharpées par la foule qu'a conditionnée la garde rouge, parcequ'elles sont élégantes, la femme ou la fille du bureaucrate ne pourront plus circuler dans les rues vêtues de la même manière. Si la boutique où le bourgeois achetait des meubles de style, des bibelots ou des antiquités est fermée, elle l'est aussi pour le bureaucrate. Ce qui se trouve impliqué dans la "révolution culturelle" c'est une attaque contre les privilèges matériels de la bureaucratie et plus généralement contre les "idéaux de consommation" tels qu'ils se sont développés en Occident puis en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires. C'est probablement à partir de là que s'explique cette alliance apparemment surprenante qui serait çà et là organisée entre des ouvriers et certains bureaucrates contre la garde rouge. En effet, grâce au système de primes, une aristocratie ouvrière s'était développée qui jouissait de légers avantages. Ces travailleurs ont compris que si le temps de l'austérité était venu pour les dirigeants, il l'était aussi pour eux-mêmes. Depuis quelque temps déjà, les organes de propagande diffusaient l'idée que"l'intéressement matériel" ne peut pas être le but et le mobile du travail dans la phase de construction du socialisme, l'importance des primes avait été réduite dans le calcul des salaires, et les projets qui avaient été

élaborés en vue de developper la production de moyens de consommation, passés sous silence. La campagne déclanchée par la garde rouge précise ces tendances et prépare la population à une période d'extrême rigueur. C'est parce qu'ils savaient qu'il pouvait y avoir des résistances aussi bien dans l'appareil que parmi les ouvriers, ou tout au moins parmi ceux qui, grâce aux primes, parvenaient à élever leur standing, que Mao et Lin Piao ont utilisé la garde rouge derrière laquelle se tient l'armée, comme instrument de pression massive.

Cette attaque contre les éléments, qui bénéficiaient de privilèges, même très maigres et cette dénonciation de "l'intéressement matériel" et des idéaux de la consommation se situe d'abord dans le cadre de la préparation psycologique à la guerre. Il s'agit de bouleverser les conceptions des éléments sociaux, techniciens, chefs d'entreprise, ouvriers qualifiés, qui par leur genre de vie et leurs mentalités pourraient se trouver prédisposés à collaborer avec l'occupant impérialiste ou du moins à accepter de continuer leur fonction sociale sous sa domination, pourvu que celui-ci conserve ou developpe leurs privilèges. En d'autres termes, la révolution culturelle cherche à déraciner un système de valeurs suspecté de rendre possible l'integration d'une partie de la population à une société bourgeoise, et à inculquer à la Chine toute entière des idéaux entièrement étrangers à ceux sur lesquels pourrait essayer de prendre appui l'impérialisme et un gouvernement à sa solde. Parallèlement, l'accent mis par la propagande, sur la valeur de l'austérité, du désinteressement et de l'héroïsme... cherche à forger une Chine qui serait aussi dure au combat que l'est le Vietnam. Ainsi que l'ont noté plusieurs observateurs, dix-sept ans après la proclamation de l'indépendance de la République populaire, la Chine maoïste revient à la période du "communisme militaire" tel qu'il avait existé dans la période de Yenan. Parti et Armée, quasiment confondus, avaient alors travaillé, combattu et souffert étroitement liés et mêlés aux masses des provinces les plus pauvres, et les cadres avaient du se contenter de partager avec les soldats et les paysans des rations de misère.

LA CHINE TOURNE LE DOS AUX VOIES REVISIONNISTES.

Cependant, le retour qui s'annonce vers l'austérité de l'époque de Yenan, n'est sans doute pas uniquement déterminée par des considérations de stratégie militaire, nées de la menace américaine. Les échecs relatifs que la Chine maoïste a enregistrés depuis 15 ans dans le domaine de l'industrialisation et la manière dont l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires évoluent depuis 6 ou 7 ans, ont certainement pesé très lourd sur les décisions prises par Mao et Lin-Piao.

De toute manière la Chine se trouvait devant des options fondamentales de politique économique. Après le bilan désastreux du grand bond en avant, sensible dès 1959, la croissance économique a été extrêmement lente et il a fallu pour éviter la famine, accorder la priorité à une restauration puis à un redémmarage prudent de la production agricole. Du coup les investissements industriels ont été sacrifiés et le retrait de l'aide soviétique aggravant cette situation, la Chine a pris un retard lourd de consequences. Pour les années à venir, on estime que, compte tenu de la poussée démographique et de l'incapacité de l'industrie à lui fournir des moyens de production modernes, l'agriculture parviendra tout juste à faire face aux besoins alimentaires de la population. Dans ces conditions, il sera difficile de faire en sorte que l'agriculture produise les surplus nécessaires à l'accumulation du capital industriel, tandis que de son côté l'industrie conservera de très faibles capacités d'exportation. La Chine restera sous la menace d'une pénurie constante de capital et de moyens d'importer des biens d'équipement, et il lui faudrait au moins 20 ans encore pour que son revenu par tête d'habitant soit l'équivalent de celui des Soviétiques à la veille de la 2ème guerre mondiale. Aujourd'hui,

17 ans après la Révolution, le revenu national reste en Chine au moins trois ou quatre fois inférieur à ce qu'il était en U.R.S.S. au moment où celle-ci allait entreprendre son industrialisation.

Or, alors même qu'ils sont informés des énormes difficultés qui les attendent, un certain nombre de communistes chinois n'ignorent pas que l'U.R.S.S. et surtout les Démocraties populaires, sont en train d'essayer de surmonter leur propre pénurie en capitaux et en équipements -il est vrai, bien moins grave- en rétablissant, dans certaines limites, les mécanismes du marché et du profit de manière à élever la productivité -et en passant divers accords avec des firmes occidentales-. La coexistence pacifique qui se prolonge maintenant par une coopération économique, apparait à beaucoup de dirigeants communistes des Etats européens, comme la voie la plus courte vers la civilisation de consommation à laquelle aspirent aussi bien les masses que les cadres.

Il est fort probable que toute une fraction de l'appareil dirigeant chinois, celle qui est accusée d'avoir voulu "suivre une ligne capitaliste" et d'être "infectée par l'idéologie des révisionnistes" a été tentée de rechercher des solutions analogues aux difficultés de la Chine. En abandonnant le Vietnam à son sort et en cessant de se présenter comme la citadelle de la subversion anti-impérialiste, la Chine n'obtiendrait-elle pas du capitalisme occidental des avantages analogues à ceux dont bénéficient déjà la Pologne ou la Tchecoslovaquie.

Mais à la différence de ce qui a eu lieu en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires, les forces sociales et politiques qui tendaient à infléchir la politique chinoise vers la coexistence et la coopération avec le capitalisme mondial ne sont pas parvenu à faire prévaloir leurs vues. Il y a à cela de nombreuses raisons qui tiennent au fait que le système bureaucratique chinois n'a pas atteint le même stade de développement que celui de l'Est européen et de la Russie. La politique révisionniste s'appuie en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires sur de nouvelles couches sociales -techniciens, directeurs d'entreprises, spécialistes de toute catégorie...- dont le poids social a été décuplé par les progrès de l'industrialisation et qui sont en train d'arracher l'hégémonie aux couches politico-administratives qui avaient présidé à la mise en place du système et dirigé la première phase de l'industrialisation. Mais en raison même de la croissance industrielle beaucoup plus limitée, les nouvelles couches capables de disputer la direction de la société aux catégories politico-administratives et militaires de l'appareil, sont en Chine beaucoup moins développées. La résistance opposée aux révisionnistes a été d'ailleurs d'autant plus forte que l'appareil dirigeant chinois avait pris des précautions particulières. Tandis que l'armée épurée par Lin-Piao était de haut en bas de sa hiérarchie placée sous la direction de cadres du Parti qui doublent les officiers et que de nombreuses cellules étaient organisées parmi les soldats, les militaires se voyaient attribuer un nombre croissant de postes dans les organes politiques, administratifs et industriels. L'appareil de direction de la Chine s'est en d'autres termes, donné une contexture semi-militaire qui la situe désormais tout à fait à part de celui des autres Etats bureaucratiques; et la ligne politique de Pékin va vraisemblablement encore davantage de celle des Soviétiques et de leurs satellites. s'éloigner

L'espoir qu'entretenaient aussi bien les Soviétiques, que les Occidentaux et même certains milieux américains, de voir la Chine être contrainte par ses difficultés d'accepter la coexistence pacifique en échange d'une aide économique, est pour le moment entièrement vain.

ET MAINTENANT ?

Ce refus par la Chine des voies révisionnistes n'est certainement ni épisodique ni conjoncturel. Il ne traduit pas seulement le fait qu'il y a à l'intérieur de la bureaucratie chinoise, en raison même du retard du pays, un rapport des forces tout à fait différent de celui qui en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires est en train de faire perdre pied aux anciennes fractions dominantes. Il exprime plus profondément, l'impossibilité pour la bureaucratie chinoise de tirer avantages de compromis avec le capitalisme occidental de la même manière que le font les Démocraties Populaires et L'U.R.S.S..

L'acceptation des investissements capitalistes étrangers et la réintégration partielle de leur économie au marché mondial, intervient pour les Etats bureaucratiques d'Europe et l'URSS au terme d'une phase d'industrialisation qui a donné de puissantes bases au capitalisme d'Etat national. La participation de firmes étrangères à l'industrie des Démocraties Populaires et inversement, la participation d'entreprises des Démocraties Populaires au commerce de firmes étrangères, dont elles deviennent les filiales, ne compromet pas les possibilités de développement indépendant des Etats de l'Est européen. Le capital étranger ne constitue que le complément limité du capital national et fonctionne comme auxiliaire du développement de l'économie bureaucratique, en tout cas dans la phase présente.

Mais son énorme retard industriel place la Chine dans une situation bien différente. Pour faire opérer à l'économie chinoise un démarrage capable de conduire le pays vers des types de vie et de consommation analogues à ceux de la Russie et de l'Est européen, il faudrait une implantation beaucoup plus massive de firmes étrangères. Le rapport quantitatif entre le capital d'Etat national et le capital étranger serait différent de ce qu'il est ou va devenir dans l'Est européen, et cette différence quantitative aurait un contenu qualitatif: c'est le capital étranger qui deviendrait l'élément dominant du développement économique. Sans doute le pouvoir d'Etat pourrait-il essayer de contrôler le fonctionnement du capital étranger et de le faire servir à ses propres fins. Mais le pouvoir n'est pas une entité indépendante de l'économie et de la société. Dans une Chine où en même temps que le capital étranger et ses produits pénétreraient ses modèles de consommation et où l'industrialisation bouleverserait la stratification sociale, le pouvoir d'Etat ne tarderait certainement pas à tomber aux mains des couches économiquement dominantes, c'est-à-dire liées au capital étranger.

La Chine est trop arriérée et trop pauvre, la pénurie de capitaux et d'équipements dont elle souffre est trop grave, pour qu'elle puisse s'aventurer sur les voies du révisionnisme sans risquer d'être prise dans un engrenage incontrôlable.

Mais il reste à savoir comment, après avoir spectaculairement refusé les voies révisionnistes et affirmé sa volonté d'opposer la guerre totale à l'impérialisme, la Chine trouvera les moyens de s'arracher à son retard dramatique. Contrairement aux apparences les dirigeants du PCC ne sont pas des dogmatiques. Au contact des réalités ils ont bien souvent abandonné des idées qu'ils avaient d'abord admises, et les théories maoîstes ont très souvent varié au gré des difficultés rencontrées. Les obstacles particuliers et initialement insoupçonnés auxquels ils se sont heurtés dans leur entreprise d'industrialiser la Chine, les conduisent à s'écarter de plus en plus des modèles que leur fournissait l'expérience de la Russie stalinienne et post-stalinienne. Les années à venir diront si la conception du socialisme dans un seul pays et l'ensemble des pratiques qui s'y rattachent, que les communistes chinois ont reçu en héritage du stalinisme, résisteront à l'épreuve de l'expérience chinoise.

D'ores et déjà cependant, la politique de Mao et de Lin-Piao suscitent de multiples interrogations.

Il y a une trentaine d'années, l'URSS elle aussi se préparait à la guerre et les grandes épurations commençaient. Mais le Parti russe agissait à bien des égards à l'inverse de ce que fait aujourd'hui le Parti chinois. Loin de déclencher des campagnes contre les privilèges, de stigmatiser ceux dont le style de vie tendait à se confondre avec celui des dignitaires de l'ancien régime et d'accentuer la rupture avec les traditions et les valeurs de la vieille Russie, Staline avait décreté que l'égalité est un préjugé petit bourgeois, en attendant de rendre aux officiers leurs épaulettes de l'époque tsariste, de consteller leurs poitrines de décorations, d'exalter le souvenir des héros-tsars et généraux défenseurs de la terre russe de l'époque impérialiste et de revivifier les valeurs de la Sainte Russie, y compris la religion orthodoxe. Les épurations d'ailleurs, qui frappaient en même temps les vieux bolchevicks et une partie des cadres civils et militaires de la dictature étaient conduites par l'appareil policier et judiciaire et le plus souvent sans procès. Rien de comparable en tout cas aux actions que conduit, publiquement et dans la rue, la garde rouge chinoise. Toute la politique de la dictature stalinienne était en concordance avec la nature de la société qu'elle dominait et modelait et qui achevait alors de prendre sa configuration de société d'exploitation.

La transformation en cours de l'armée chinoise, le rejet brutal des valeurs de l'occident et de la Chine prérévolutionnaire, l'affirmation que le socialisme ne peut être construit qu'à partir de raisons de vivre, de travailler et de combattre qui ne peuvent pas s'apparenter à celles du capitalisme, la capacité qu'à euc le régime maoiste de jeter dans les rues des centaines de milliers de jeunes gens et l'idée même de le f aire, semblent indiquer que le cours de la politique chinoise est maintenant devenu différent de tout ce qu'avait fait le maoisme depuis I949. En apparence du moins, la politique maoiste n'est plus entiérement concordante avec la mise en place d'une société d'exploitation bureaucratique et en tout cas avec l'idée qu'on pouvait s'en faire à partir de l'expansion russe.

Déjà des journalistes s'inquiètent de savoir si le spectre du trotzkysme n'est pas en train de se réincarner en Chine, voulant par là, suggérer que la différenciation qui s'accentue entre maoisme et stalinisme, est peut-être en train de conduire vers une renaissance du communisme révolutionnaire.

Il y a des années que nous affirmons que les sociétés bureaucratiques russes et chinoises, sont en dépit de la planification et des formes étatiques de la propriété, fondées sur des rapports capitalistes de production qui ne peuvent être extirpés que par une révolution ouvrière et paysanne.

La "révolution culturelle" déclenchée en Chine va-t-elle nous contraindre à réviser cette position et sinon que signifie-t-elle final ement dans la trajectoire particulière que décrit la société bureaucratique chinoise?

(La suite de cet article paraitra dans le prochain numéro de P.O.)

ABONNE-TOI, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI. ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER.

NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.